

Le droit fondamental à l'eau

Conférence inaugurale de lancement du Pavillon de l'Initiative Citoyenne - Saragosse, Espagne.

Le 27 mars 2007, Aminata Traoré nous a fait l'honneur de venir à Saragosse pour prononcer la Conférence inaugurale de lancement du Pavillon de l'Initiative Citoyenne, dont nous reproduisons un extrait en guise de préface. Directrice du Centre Amadou Hampâté BA pour le développement humain et la qualité de la vie, Membre fondateur du Forum Social Africain et initiatrice du Forum pour l'Autre Mali, consultante pour différents organismes internationaux (PNUD, l'UNESCO, le FNUAP, l'UNICEF, le BAD et OXFAM/UK), Aminata Traoré a été Ministre de la Culture et du Tourisme du Mali, Coordinatrice du projet régional PNUD/PROWESS sur la promotion du rôle des femmes dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, Membre de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la globalisation et Membre du Panel de personnalités de haut niveau créé par le Secrétaire Général de l'ONU Kofi Annan en 2002 sur la relation entre la société civile et les Nations-Unies.

Évoquer aujourd'hui le droit fondamental de tout être humain à l'eau, à sa gestion, c'est avant tout rendre compte des injustices et des inégalités qui caractérisent l'ordre actuel du monde.

Nous sommes à un tournant extrêmement important de l'histoire de l'humanité, avec une fracture sociale visible au Sud comme au Nord pendant qu'une minorité d'acteurs concentre l'essentiel des richesses entre leurs mains. A mon avis, l'entrave la plus importante réside dans la nature du marché mondial qui maintient une région comme l'Afrique dans le rôle de pourvoyeuse de matières premières sans qu'elle puisse répondre aux besoins vitaux de ses populations. Il en est ainsi pour l'eau, l'alimentation, les médicaments, l'énergie, l'éducation et les soins de santé.

Prenons l'exemple de mon pays, le Mali : alors que nous n'avons pas eu le temps ni la latitude de relever le défi de l'industrialisation, les rares entreprises dont nous disposons dans différents secteurs y compris la gestion de l'eau ont été privatisées au profit des entreprises multinationales.

Nous avons en fait assisté, ces dernières décennies, à une violation en bonne et due forme de nos droits humains et plus particulièrement de ceux des femmes qui sont chargées de la fourniture des ménages en eau et autres denrées indispensables à la vie. En somme, les femmes du Sud paient particulièrement cher pour la privatisation des biens publics, en l'occurrence l'eau. J'invite l'Union Européenne qui vient de fêter ses 50 ans en 2007, à se demander si elle peut se construire dans la paix et la prospérité en fermant les yeux sur les exigences de la sécurité et de la paix des autres, ne serait-ce que pour l'eau.

Il ne s'agit pas de s'apitoyer sur notre sort de femmes africaines, privées d'eau mais, d'inscrire le débat sur notre droit à cette denrée indispensable à la vie dans le contexte d'un système-monde déloyal et discriminatoire.

Un énorme travail de construction d'une nouvelle opinion publique, tant en Europe qu'en Afrique, reste à faire afin que l'on cesse de prendre les conséquences (la pauvreté par exemple) pour les causes. En d'autres termes, l'ordre du monde qui nous appauvrit doit être diagnostiqué avec davantage de rigueur au lieu de le conforter et d'aggraver ses méfaits tout en prétendant lutter contre la pauvreté.

C'est en étant lucides et véritablement solidaires que nous pouvons, Européens et Africains, contribuer à l'émergence d'un monde meilleur et fraternel.